

GORBATCHEV : LE BILAN DU CHANGEMENT

Une génération d'observateurs du Kremlin prise au dépourvu par
le nouveau régime soviétique.

PAR TIMOTHY J. COLTON

MIKHAIL GORBATCHEV remet en question non seulement de nombreuses structures et politiques établies depuis longtemps dans son pays, mais aussi les cadres intellectuels qui nous servent à interpréter les affaires soviétiques.

Pendant une génération, les sociologues occidentaux ont surtout concentré leur attention sur les questions du pouvoir et de l'influence. Quelle est vraiment l'ampleur du prestige politique du Secrétaire général ? Comment se compare-t-il à celui de ses collègues du Kremlin ? Les bureaucraties, les centres de réflexion et les groupes locaux et ethniques ont-ils leur mot à dire et, si tel est le cas, dans quelle mesure ? Il n'existe aucune réponse universellement acceptée à toutes ces questions. Il est cependant juste d'affirmer que les experts occidentaux, tout en s'intéressant davantage au rôle politique de groupes et de cénacles autres que l'oligarchie du Parti à Moscou, ont continué à percevoir le gouvernement soviétique comme étant très centralisé et autoritaire, comparativement aux démocraties libérales.

Si toutes ces questions n'ont en fin de compte rien perdu de leur importance, elles ont tendance à être éclipsées, à la fin des années 1980, par les dilemmes que suscitent la montée de M. Gorbatchev et le fait qu'il annonce avec force tambours la nécessité d'opérer une réforme systémique. Ce qui retient maintenant notre attention, ce n'est pas tant la répartition du pouvoir que la capacité du système soviétique d'innover et de s'adapter. L'Union soviétique peut-elle effectivement moderniser ses institutions politiques et économiques et, comme M. Gorbatchev le propose maintenant, peut-elle vraiment les «démocratiser» ? Quels éléments favorisent la réforme et quels sont ceux qui l'entravent ? Jusqu'à quel point le système peut-il être réformé sans perdre son essence marxiste-léniniste ?

L'avènement du changement à Moscou a pris la majorité d'entre nous au dépourvu. Non seulement il oblige les érudits et les milieux gouvernementaux à suivre l'évolution des choses avec une attention jugée inutile pendant la longue ère Brejnev où tout semblait invariable, mais encore il nous incite à examiner sous un nouveau jour les hypothèses concernant le rapport qui existe entre le pouvoir politique et la capacité du système. Dans le passé, nous avons eu tendance à croire que c'était précisément la grande concentration de pouvoir au coeur du régime qui le rendait si résistant au changement. Mais que penser quand les instances suprêmes du système se donnent pour mission de le changer au lieu de le conserver tel quel, contrairement à ce qui fut le cas pendant les années hivernales de l'époque brejnevienne ? M. Gorbatchev et son gouvernement réformiste se livrent à une expérience fascinante qui nous aidera peut-être un jour à trouver la réponse à cette question.

Je dis bien «un jour», car nous n'en sommes qu'à la troisième année de l'ère Gorbatchev, et il est bien trop tôt pour affirmer avec certitude où ces efforts aboutiront. Il est difficile d'évaluer la situation notamment parce que les opinions de M. Gorbatchev lui-même au sujet de ce qui devrait changer ont varié. À son arrivée au pouvoir en mars 1985, il a surtout mis l'accent sur la modernisation technologique et le resserrement de la «discipline» étatique face à des déviances telles que l'alcoolisme, la corruption, l'absentéisme et la fainéantise au travail. Puis quand le Vingt-septième congrès du Parti a eu lieu au début de 1986, M. Gorbatchev a énoncé des objectifs plus ambitieux et parlé de «réformer radicalement» les mécanismes de la planification et de la gestion économiques. À l'été de 1986, il a évoqué avec encore plus de verve la reconstruction nationale (la *perestroïka*).

Il soutient désormais que la société soviétique doit entreprendre des changements révolutionnaires, et non pas seulement des réformes par bribes, et, fait tout aussi important, que ces transformations doivent aller au delà des structures technologiques et économiques pour toucher également la politique, la culture et la moralité personnelle.

LA PENSÉE DE MIKHAÏL GORBATCHEV fluctue beaucoup, presque au point d'être imprévisible. En outre, beaucoup d'éléments de son programme demeurent vagues, provisoires et même contradictoires. Il faudra encore beaucoup de temps avant que nous (et quant à cela, le peuple soviétique) puissions percevoir exactement ses plans.

Sur le plan économique, par exemple, M. Gorbatchev semble prôner à la fois la décentralisation et la recentralisation de la bureaucratie, deux objectifs qu'il est en principe possible de concilier mais que ses déclarations n'ont pas encore permis de distinguer avec la moindre rigueur. M. Gorbatchev favorise l'attribution d'une plus grande liberté aux entreprises individuelles et aux coopératives, et de nouvelles lois qui prendront effet en 1987 concrétisent cette idée, mais les entrepreneurs se heurtent encore à des restrictions à certains égards plus sévères que celles ayant existé auparavant. Dans les domaines culturel et intellectuel, M. Gorbatchev a, surtout depuis le milieu de 1986, favorisé un dégel d'une ampleur qui ne s'était pas vue depuis Khrouchtchev, et pareil progrès est attribuable entièrement au nouveau chef et à ses collègues. Pourtant, il nourrit de toute évidence encore quelques doutes au sujet de l'analyse publique libre de l'époque stalinienne, laquelle a suscité tant de controverses, et il n'a jusqu'ici pas rempli ses promesses à propos des changements législatifs qui devaient institutionnaliser la liberté de presse et la liberté artistique. Parmi les propositions les plus intrigantes de

M. Gorbatchev, citons celle qu'il a formulée en janvier 1987 au plenum du Comité central du Parti et qui concerne des élections à candidatures multiples non seulement pour les organes législatifs du gouvernement (cela se fait depuis des années en Europe de l'Est), mais aussi dans les sphères dirigeantes du Parti communiste même. Toutefois, en déposant sa proposition, il a soutenu sans explication qu'elle ne mettrait pas en péril le principe sacré du «centralisme démocratique», selon lequel les décisions des organes supérieurs du Parti sont exécutoires pour les fonctionnaires des niveaux inférieurs.

Quiconque cherche à analyser l'évolution récente de la conjoncture soviétique se heurte en outre à des éléments indubitables mais insaisissables témoignant de l'existence d'une résistance aux idées de M. Gorbatchev. Sur les neuf membres du *Politburo* (sans compter M. Gorbatchev) qui étaient en poste en mars 1985, quatre ont été obligés de prendre leur retraite, censément parce qu'ils avaient refusé d'épouser le régime proposé par le nouveau Secrétaire général. Dans chacun des discours qu'il a prononcés depuis le congrès du Parti, M. Gorbatchev a évoqué la résistance généralisée que ses plans suscitent. En février 1987, il a déclaré que ses propositions relatives à la réforme électorale et à d'autres questions politiques qu'il avait formulées en janvier avaient provoqué une telle levée de bouclier de la part des membres du Comité central qu'il avait dû reporter le plenum trois fois avant de pouvoir obtenir le consensus nécessaire. Dans un autre discours, cette fois en avril 1987, M. Gorbatchev a affirmé qu'il existait des détracteurs «dans le Comité central et le gouvernement, dans les ministères, dans les républiques et les régions... dans les coopératives d'ouvriers et dans la ligue de la jeunesse». Il a cependant admis, dans le même discours, que les objections n'étaient pas toutes